



Assemblée générale

Distr. générale
12 mars 2003
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Îles Vierges britanniques

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1-3	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	4-13	3
III. Budget	14-17	6
IV. Économie	18-43	6
A. Généralités	18-20	6
B. Agriculture et pêche	21-24	7
C. Industries	25-27	8
D. Tourisme	28-30	9
E. Secteur financier	31-34	9
F. Transport et communications	35-39	10
G. Alimentation en eau, système sanitaire et services collectifs de distribution	40-43	11
V. Situation sociale	44-60	12
A. Généralités	44-45	12
B. Main-d'oeuvre	46-47	13
C. Éducation	48-50	13
D. Santé	51-53	14



E.	Criminalité	54–61	15
VI.	Environnement	62–64	16
VII.	Relations avec les organisations et entités internationales	65–67	17
A.	Système des Nations Unies	65–66	17
B.	Organisations et entités régionales	67	18
VIII.	Statut futur du territoire	68–75	18
A.	Position du Gouvernement du territoire	68–69	18
B.	Position de la Puissance administrante	70–74	18
C.	Examen par l'Assemblée générale	75	20

I. Généralités

1. Les îles Vierges britanniques¹ sont situées à environ 96 kilomètres à l'est de Porto Rico et à 23 kilomètres des îles Vierges américaines. Le territoire est constitué d'un groupe de 50 îles, dont 20 sont habitées, et forme un archipel avec les îles Vierges américaines. La capitale, Road Town, est située sur Tortola, la plus grande île avec Virgin Gorda, Anegada et Jost Van Dyke.

2. Les premiers habitants des îles Vierges britanniques, aperçues par Christophe Colomb en 1492, étaient les Arawaks et les Caribes. En 1648, les Hollandais y ont établi la première communauté permanente européenne. En 1666, des planteurs britanniques en ont pris le contrôle et le territoire est devenu colonie britannique. Les planteurs ont alors été dotés d'un gouvernement civil, de tribunaux constitutionnels, d'une assemblée élue et d'un conseil législatif en partie désigné, qui s'est réuni pour la première fois en 1772 puis en 1872, les îles ont rejoint la Fédération des îles Sous-le-Vent. Dans les années 30 et 40, les habitants ont demandé à plusieurs reprises une plus grande autonomie, et c'est en 1956 que le territoire a été doté d'une administration distincte.

3. Selon les éléments d'information communiqués par la Puissance administrante, le recensement de 2001 a permis d'établir que le territoire comptait 20 647 habitants soit une augmentation de 1,92 % par rapport à 1991. La densité de population s'élève à 135 habitants par kilomètre carré. L'île principale, Tortola, occupe 36 % de la superficie totale du territoire. C'est là que se concentrent la plupart des activités économiques et 80 % de la population – on y relève une densité de 304 habitants par kilomètre carré. Environ 83 % de la population des îles Vierges britanniques est d'origine africaine; les 17 % restants sont d'origine européenne ou autre. L'immigration a entraîné une augmentation de 45,4 % de la population entre 1991 et 2001.

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

4. Les îles Vierges britanniques constituent un territoire non autonome (territoire britannique d'outre-mer) administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Constitution, élaborée avec la participation des habitants, a été adoptée en 1967 et amendée en 1976. La Puissance administrante nomme un gouverneur qui assume la responsabilité de la défense, de la sécurité intérieure, des affaires étrangères, de la fonction publique et de l'administration des tribunaux; le Gouverneur détient certains pouvoirs législatifs qui lui permettent de s'acquitter de responsabilités spécifiques. Le Conseil exécutif se compose du Ministre principal (choisi par le Gouverneur parmi les membres élus du Conseil législatif), chargé des finances, de trois ministres (nommés par le Gouverneur sur avis du Ministre principal) et d'un membre *ès qualités* (le Procureur général). Le Conseil exécutif est placé sous l'autorité du Gouverneur, qui est tenu de le consulter dans l'exercice de ses fonctions. Le Conseil législatif se compose d'un président, du Procureur général (membre *ès qualités*) et de 13 membres élus (1 pour chacun des 9 districts électoraux et 4 qui représentent le territoire dans son ensemble).

5. Il existe quatre partis politiques aux îles Vierges britanniques : le Virgin Islands Party (VIP); le United Party (UP); le Concerned Citizens' Movement (CCM), fondé en 1994 pour succéder à l'Independent People's Movement, et le

National Democratic Party (NDP), fondé en 1998². Des élections générales doivent être tenues au moins une fois tous les quatre ans. Les candidats sont élus à la majorité simple. Les électeurs doivent être âgés de 18 ans au moins, et avoir le statut d'appartenance. Le dernier scrutin a eu lieu en 1999. Le VIP a conservé la majorité et le nombre de sièges détenus par ce parti est passé à sept. Le NDP a remporté cinq sièges et le CCM deux. Le prochain scrutin est prévu en mai 2003³.

6. Le nouveau Gouverneur des îles Vierges britanniques, Thomas T. Macan, a pris ses fonctions en octobre 2002. En l'accueillant à l'occasion de la cérémonie de prestation de serment, le Ministre principal a notamment fait observer que « tous les ministres principaux des dépendances du Royaume-Uni aimeraient être consultés quant au choix du gouverneur, car ... nous n'accepterions pas une personne ... qui n'aurait ni considération ni respect pour nos coutumes et notre culture ». Évoquant dans son discours les prochains travaux de la Commission constitutionnelle, le Gouverneur s'est déclaré favorable à la tenue d'un débat sur la réduction des pouvoirs attachés à sa fonction. Il a en outre réitéré la position du Gouvernement britannique à propos des territoires d'outre-mer, à savoir qu'ils continueraient de faire partie du Royaume-Uni aussi longtemps qu'ils le souhaiteraient².

7. En mars 2002, le Conseil législatif a demandé au Gouvernement britannique de nommer une commission chargée de réviser le *Virgin Islands Order 1976* (la Constitution). Le Ministre principal a notamment demandé au Gouvernement britannique de se pencher sur la procédure d'octroi du statut d'appartenance (voir A/AC.109/2002/9, par. 56), sur la création d'un poste ministériel supplémentaire et sur l'ajout, dans la Constitution, d'un chapitre consacré aux droits de l'homme⁴. Première étape vers une révision de la Constitution, le Foreign and Commonwealth Office a nommé un conseiller constitutionnel, qui s'est rendu aux îles Vierges britanniques en juillet 2002. La plupart des recommandations présentées en 1993 aux fins de la révision de la Constitution ont été adoptées entre 1994 et 2000 (voir aussi A/AC.109/2001/8, par. 16 et 17).

8. En mai 2002, le Gouvernement du territoire a survécu à la motion de censure déposée contre lui à propos du projet d'agrandissement de l'aéroport. (Un mois avant, le Secrétaire aux finances, accusé de mauvaise gestion des contrats conclus par le Gouvernement dans le cadre des travaux d'agrandissement de l'aéroport de Beef Island, avait été arrêté.) En juillet, l'adjoint du Ministre principal, également Ministre des communications et des travaux publics, a été démis de ses fonctions et d'autres remplacements ont été effectués au sein du Gouvernement⁵.

9. En novembre 2002, le Conseil législatif a promulgué le *Referendum Act 2002* (loi référendaire) afin que le territoire soit en mesure d'organiser des référendums. Le Gouvernement pourra se prévaloir de cette loi chaque fois qu'il voudra soumettre une question particulière au vote des électeurs. Cette loi dispose, entre autres, que le scrutin n'est valide que si 59 % au moins des électeurs inscrits ont voté en bonne et due forme. Le chef de l'opposition a critiqué la disposition qui confère au Conseil exécutif le pouvoir de décider de la tenue d'un référendum, arguant que la majorité de ses membres ferait toujours en sorte que la décision le soit à son avantage. Les membres de l'opposition ont voté contre ce projet de loi, les partisans du Gouvernement ont voté pour. Il a été adopté par sept voix contre six⁶.

10. Le droit en vigueur dans le territoire est la *common law* d'Angleterre, ainsi que la législation locale. La justice est rendue par la Cour suprême des Antilles orientales (Eastern Caribbean Supreme Court), dont le siège se trouve à Sainte-

Lucie et qui se compose de deux chambres : la Haute Cour de justice (High Court of Justice) et la Cour d'appel (Court of Appeal). Deux juges résidents sont affectés à la Haute Cour de justice, tandis que la Cour d'appel, qui comprend un président (Chief Justice) et deux juges d'appel (judges of appeal), est itinérante et siège deux fois par an dans le territoire. Le système judiciaire comprend également un tribunal de première instance (Magistrate's Court), qui connaît des affaires civiles et pénales, un tribunal pour enfants (Juvenile Court) et un tribunal correctionnel (Court of Summary Jurisdiction). Le Conseil privé du Royaume-Uni (Privy Council) est l'ultime recours en appel.

11. En août 2001, le Gouvernement a créé une commission permanente de réformes juridiques (Law Reform Commission), qu'il a chargée de renforcer et de réformer de manière approfondie la législation du territoire afin de l'adapter à l'évolution du droit aux niveaux local et international. Cette commission doit présenter des rapports annuels au Conseil législatif. En janvier 2003, elle a déterminé que sept domaines nécessitaient une réforme, à savoir la législation relative à la condamnation des mineurs et aux peines de substitution, l'enseignement, la fonction publique, la procédure pénale, la liberté d'information, l'arbitrage et la médiation et l'environnement. Selon le Président de la Commission, deux comités de réforme juridique ont été créés avec pour tâche, entre autres, de réunir et d'analyser les éléments d'information communiqués par le public. Le Président a en particulier souligné qu'il importait de favoriser le développement durable du territoire⁷.

12. En mars 1999, le Gouvernement britannique a publié un Livre blanc sur la relation entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer, intitulé « Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer » (voir A/AC.109/1999/1 et Corr.1, annexe; pour les principales recommandations, voir A/AC.109/1999/9, par. 28). Ce document prévoit, d'une part, l'octroi de la nationalité britannique aux citoyens des territoires et, d'autre part, la modification des lois locales, compte tenu en particulier des normes internationales en matière de droits de l'homme et de la réglementation applicable aux services financiers. Le *British Overseas Territories Act 2002* (loi de 2002 sur les territoires britanniques d'outre-mer) (voir A/AC.109/2002/2/Add.1) a reçu la sanction royale le 26 février 2002 et est entré en vigueur le 21 mai 2002. Cette loi confère la citoyenneté britannique à tous les habitants des territoires d'outre-mer et interdit que le mot « colonie » soit utilisé pour décrire le territoire. En vertu de cette loi, les citoyens des îles Vierges britanniques pourront obtenir un passeport britannique qui les autorisera, entre autres, à résider et travailler au Royaume-Uni et dans les pays membres de l'Union européenne, sans restriction. L'acquisition de la citoyenneté britannique n'est pas obligatoire. Cette nouvelle loi n'accorde pas réciproquement aux citoyens britanniques et européens le droit de résider dans les territoires d'outre-mer⁸.

13. En septembre 2002, le Gouvernement des îles Vierges britanniques a ouvert à Londres un bureau chargé de promouvoir les intérêts du territoire. Selon le Ministre principal, les secteurs à mettre en avant sont ceux du tourisme, des investissements, des services financiers et de la formation. Le nouveau bureau est également un centre pour les étudiants du territoire venus faire des études au Royaume-Uni. Le bureau coordonne en outre les activités et les rapports touchant l'Union européenne (UE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Groupe d'action financière sur le

blanchiment de capitaux (GAFI). Ses locaux ont été acquis pour un montant d'environ 7,2 millions de dollars; ses dépenses de fonctionnement annuelles, y compris les traitements et salaires, s'élèveraient à près d'un million de dollars. En novembre 2002, l'administrateur temporaire du bureau de Londres (engagé en qualité de consultant pour une période initiale allant de septembre 2002 à juin 2003) s'est rendu aux îles Vierges britanniques afin de se familiariser avec le territoire. Il s'est entretenu avec des représentants du Gouvernement et du secteur privé. Selon le Ministre principal, l'administrateur-consultant est chargé, entre autres tâches, d'établir de bonnes relations de travail avec les bureaux et les organisations des Caraïbes, du Royaume-Uni, du Commonwealth, de l'Europe, et avec les organes nationaux et internationaux intéressés, afin que les vues du Gouvernement du territoire soient comprises et respectées⁹.

III. Budget

14. Selon la Puissance administrante, le montant du fonds consolidé s'élevait à plus de 105 millions de dollars à la fin de 2001. Au cours des 10 dernières années, le Gouvernement du territoire a pu financer 80 % des projets de développement dont le coût total s'élevait à 150 millions de dollars. Les 700 millions de dollars de dépenses correspondant à la période considérée ont été répartis comme suit : 161 millions ont été consacrés à la santé et à la valorisation des ressources humaines, 130 millions aux loisirs, aux aménagements à usage collectif et services de protection, 100 millions à l'administration publique, 173 millions aux affaires économiques et aux infrastructures et 65 millions à la sécurité et à l'aide sociales.

15. Pour 2002, le montant estimatif des recettes fiscales étant supérieur à 201 millions de dollars et les dépenses inscrites au budget ordinaire s'élevant à 156 millions de dollars, l'excédent budgétaire devait se chiffrer à 45 millions de dollars.

16. En novembre 2002, le Conseil législatif a accepté des déboursements de fonds au titre des dépenses non inscrites au budget initialement adopté. Le Ministre principal a demandé que le montant de 17 853 480 dollars destiné à réalimenter le fonds de réserve au titre des dépenses renouvelables soit prélevé sur le fonds consolidé et que les dépenses d'investissement, d'un montant de 16 187 100 dollars, soient financées à l'aide du fonds d'équipement approvisionné au moyen de transferts depuis le fonds consolidé¹⁰.

17. Le territoire dispose d'un système bancaire sophistiqué. Selon la Puissance administrante, il ressort des estimations établies pour 2001 que les dépôts ont augmenté de 10 % et les créances de 5 %. Ces dernières ont crû de 24 530 000 dollars au cours du premier trimestre de 2002, pour atteindre 528 071 000 dollars, soit 37 % de la hausse des créances enregistrée en 2001.

IV. Économie

A. Généralités

18. L'économie repose sur le tourisme et les services financiers offshore, qui fournissent au Gouvernement 75 % de ses recettes courantes. En 2001, le produit

intérieur brut (PIB) s'est élevé à 742,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 59,5 millions de dollars, ou 8,7 %, par rapport à l'année précédente. Le taux d'inflation annuel était de 2,8 % en 2000 et de 3,13 % en 2001¹¹.

19. En 2001, selon la Puissance administrante, les principaux partenaires commerciaux du territoire ont été les États-Unis d'Amérique, Porto Rico, les pays membres de la CARICOM et le Royaume-Uni. Le territoire a surtout importé des denrées alimentaires, des équipements et du carburant. En février 2003, la Banque de développement des Caraïbes a indiqué que les résultats enregistrés en 2002 par les îles Vierges britanniques faisaient apparaître une recrudescence de l'activité en général, en particulier dans le secteur du tourisme et du bâtiment et des travaux publics¹². En 2001, selon le Foreign Commonwealth Office, les exportations du Royaume-Uni vers le territoire se sont élevées à 7 270 000 livres sterling et les importations à 6 840 000 livres sterling.

20. Prenant la parole devant le Conseil législatif en septembre 2002, le Ministre principal a noté qu'une reprise de l'activité touristique était prévisible et que se confirmerait l'adaptation satisfaisante du secteur des services financiers à la réforme interne et à la politique dynamique de mise en place d'une réglementation internationale poursuivie par le l'OCDE. Il a indiqué que les perspectives étaient également bonnes pour le premier semestre 2003. La croissance prévue des dépenses d'investissement serait imputable à la poursuite du programme d'investissement du secteur public du Gouvernement et à l'augmentation du nombre des projets de construction de logements et de locaux commerciaux financés par les banques. Le Ministre principal a noté une corrélation positive entre la croissance économique et la position financière nette du Gouvernement. En réponse à la question de l'opposition sur les « difficultés économiques » des petites entreprises, le Ministre a déclaré que rien n'indiquait que ce secteur était en crise et il a évoqué les répercussions de l'économie mondiale sur l'activité économique au niveau local. Il a ajouté que les efforts visant à promouvoir les services financiers et le tourisme afin de parer au contrecoup de l'évolution de la situation mondiale avaient été intensifiés. L'Office du tourisme avait ainsi continué de présenter le territoire comme une destination touristique idéale en toute saison, mettant l'accent sur les petites auberges et les villas. En outre, des programmes de formation spéciaux ont été mis en place pour aider les petits entrepreneurs à améliorer leurs compétences. Les entreprises bénéficiaient de mesures incitatives ou d'une aide financière en vertu d'un arrêté intitulé *Hotel Aid and Pioneer Services Enterprises Ordinance*. Par ailleurs, la Banque de développement des îles Vierges prêtait assistance aux entrepreneurs qui ne parvenaient pas à obtenir un financement auprès des banques commerciales¹³.

B. Agriculture et pêche

21. Le secteur agricole représente 1,5 % du PIB et 1,9 % des emplois rémunérés. Son développement est entravé par des obstacles de taille, tels que la pénurie de main-d'oeuvre, de ressources en eau et de débouchés commerciaux. La Puissance administrante a fait état de la création d'un comité qui a pour missions d'examiner la contribution de l'agriculture à l'économie et de faire des recommandations propres à favoriser le développement de ce secteur. L'un des objectifs du Gouvernement est d'assurer la durabilité et le développement des ressources en terre

et en eau du Territoire, ainsi que d'améliorer la productivité agricole. Le budget du Ministère de l'agriculture s'élevait en 2001 à 2,3 millions de dollars et en 2002 à 2,2 millions de dollars.

22. La Division du génie et de la conservation des sols et de l'eau construit des voies d'accès aux exploitations agricoles, de petits barrages et des dispositifs de captage de l'eau. Elle a également mis en place des installations permettant de stocker jusqu'à 13,5 millions de litres d'eaux de pluie et de ruissellement.

23. En septembre 2002, le Conseil exécutif du Territoire a interdit l'importation de mangues depuis plusieurs pays des Caraïbes. Cette mesure a été dictée par le pullulement de bruches à l'intérieur de ces fruits, qui ne présentait en soi aucun risque pour les consommateurs mais avait une incidence négative sur la capacité de propagation des graines. Le Ministère de l'agriculture a confirmé que les insectes étaient déjà présents en plusieurs endroits du Territoire et que des efforts particuliers étaient consentis pour mettre un terme à leur progression¹⁴.

24. L'industrie de la pêche représente 1,3 % du PIB du Territoire. En 2002, le budget du Ministère de la pêche et de la conservation des ressources halieutiques s'élevait à 1 235 500 dollars (contre 913 000 dollars en 2001).

C. Industries

25. Les industries locales – industries extractives et manufacturières, bâtiment et travaux publics – représentent 9,9 % du PIB et emploient 21,3 % des actifs occupés. Le secteur manufacturier, qui intervient pour environ 1 % dans le PIB, est essentiellement constitué d'industries légères. Selon la Puissance administrante, il est concentré dans le marché « Craft Alive » et au Complexe industriel de Hope Estate, East End et Long Look. Le marché de produits artisanaux « Craft Alive » est désormais ouvert tous les jours de l'année. Récemment, il a été procédé à sa rénovation et ce sont aujourd'hui 19 petites boutiques qui fonctionnent à plein temps. Pour sa part, le Complexe industriel est axé sur l'industrie légère (alimentation, artisanat, certains produits chimiques et recyclage).

26. La contribution au PIB de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, mesurée à l'aune des importations de matériaux de construction (ciment, clous, peintures, tuyaux en polychlorure de vinyle, bois de charpente et acier), s'élève à 6,3 %. En septembre 2002 a débuté la construction du nouveau palais du Gouvernement. Doté d'une superficie habitable d'environ 600 mètres carrés, il sera agrémenté d'une terrasse couverte de 230 mètres carrés. Le montant des travaux, financés par le Foreign and Commonwealth Office en partenariat avec le Gouvernement des îles Vierges britanniques, s'élèvera à 2,9 millions de dollars. En conjonction avec l'ancien palais du Gouvernement, qui deviendra un musée, ce complexe devrait attirer de nombreux touristes.

27. En septembre 2002, le Gouvernement a ouvert la voie à la construction d'un nouveau complexe multisports à Road Town, pour un montant de 7 millions de dollars. Ce complexe sera utilisé tant par la population locale que par les touristes.

D. Tourisme

28. Une végétation luxuriante, des plages intactes, des marinas et de magnifiques récifs coralliens font des îles Vierges britanniques une destination touristique naturelle, et le tourisme reste le secteur économique le plus important du Territoire. Contrairement aux services financiers internationaux, il est générateur d'emplois aussi bien que de recettes et contribue à la bonne santé d'autres secteurs tels que le bâtiment et le commerce de détail.

29. Selon la Puissance administrante, les îles Vierges ont accueilli en 2001 557 437 touristes (contre 519 409 en 2000), dont 311 298 à l'occasion d'une escale sur le Territoire (contre 281 119 en 2000); 195 872 étaient en croisière (contre 918 522 en 2000) et 50 267 en excursion (contre 49 768 en 2000). Selon l'agence de presse Reuter, les inquiétudes suscitées par la perspective d'une guerre, l'augmentation du coût des carburants et la fragilité de l'économie américaine ont eu des répercussions négatives sur l'ensemble du marché du tourisme aux Caraïbes. Néanmoins, l'industrie touristique des îles Vierges britanniques, qui a mené une campagne dynamique pour attirer les touristes européens, a enregistré une augmentation des nuitées en 2002. Pour sa part, le Gouvernement fait des efforts considérables pour maintenir la qualité élevée des services offerts aux touristes. Selon une enquête réalisée en 2002 par le magazine *Travel and Leisure*, seuls quatre hôtels antillais figuraient sur la liste des meilleurs établissements du monde, et tous quatre étaient situés aux îles Vierges britanniques¹⁵.

30. En 2002, le Gouvernement a entrepris une campagne visant à transformer la capitale, Road Town, en centre résidentiel touristique et financier de toute première qualité. Le Comité d'amélioration de Road Town, dirigé par le Ministre principal, est chargé de concevoir un plan d'action global pour le développement à long terme de la capitale, dont la mise en oeuvre devrait être terminée d'ici à 2020. Selon le Ministre principal, la capitale deviendra plus accueillante pour les piétons. « Cela donnera tant aux résidents qu'aux visiteurs la possibilité de traverser Road Town, d'y travailler, d'y faire leurs achats et de se détendre dans une atmosphère beaucoup plus confortable et agréable. À cet égard, je privilégierai des rues plus étroites, des trottoirs plus larges et des passages pour piétons mieux matérialisés; je souhaiterais voir davantage d'arbres, de plantes et de buissons, et construire de nouvelles fontaines et autres équipements d'agrément. Une attention particulière sera accordée aux efforts visant à améliorer la circulation et les aires de stationnement à Road Town. »

E. Secteur financier

31. Comme il est indiqué dans les documents de travail précédents (voir A/AC.109/2001/8 et A/AC.109/2002/9), la prestation de services financiers internationaux est l'un des deux piliers (avec le tourisme) de l'économie des îles Vierges britanniques. Les taxes prélevées sur ces services représentent à elles seules plus de la moitié des recettes publiques. Les îles Vierges britanniques ont été l'un des premiers territoires à adopter (au milieu des années 80) une législation autorisant l'inscription de sociétés commerciales internationales au registre du commerce et continuent d'affirmer qu'elles accueillent quelque 45 % des sociétés offshore au niveau mondial. Les îles Vierges britanniques ne prélèvent pas d'impôt sur les actifs de ces sociétés, protègent le secret de leurs opérations, et leur

population, dont le niveau d'instruction est élevé, améliore constamment la qualité des services proposés et l'efficacité de la réglementation en vigueur.

32. Au cours de la période considérée, le secteur financier a continué de croître. Le Territoire compte plus de 350 000 sociétés commerciales internationales agréées. Conformément à la législation locale en vigueur, les sociétés ne sont pas imposées et ne sont pas contraintes de divulguer l'identité de leurs responsables ou de leurs actionnaires. S'agissant du secteur des fonds communs de placement, 2 000 d'entre eux ont été enregistrés depuis la création du registre de ces fonds, en 1998. En outre, des efforts sont en cours pour attirer davantage de compagnies d'assurance et de sociétés fiduciaires. Cependant, quelque 90 % des recettes publiques imputables aux services financiers proviennent encore des sociétés commerciales internationales.

33. À la fin des années 90, la confidentialité et la franchise d'impôt avaient attiré l'attention de l'OCDE et du GAFI sur le secteur financier des îles Vierges britanniques. En 2000, ces dernières ont été inscrites sur la liste des pays et des juridictions ayant des pratiques nuisibles. Avec la collaboration du Royaume-Uni, le Gouvernement du Territoire a pris certaines mesures afin de mettre la législation en conformité avec les exigences applicables aux milieux d'affaires internationaux (en ce qui concerne la législation adoptée ces dernières années, voir A/AC.109/2002/9, par. 29 à 31). En février 2002, le Gouvernement a négocié et soumis à l'OCDE un projet de lettre d'engagement expliquant la position du Territoire au sujet des principes de transparence et d'échanges effectifs de renseignements. En mars 2002, l'OCDE a donné par écrit l'assurance que les îles Vierges britanniques ne figureraient sur aucune liste de juridictions considérées comme peu coopératives. En avril 2002, le Territoire a été rayé de la liste dite « noire »¹⁶.

34. En novembre 2002, le Gouvernement a rendu public un plan visant à réglementer les dépôts d'actions au porteur (souvent émises par les sociétés commerciales internationales et considérées comme étant la propriété de quiconque les présente) dans le cadre de ses efforts continus pour rendre les services financiers locaux conformes à la réglementation internationale. Bien que la Commission des services financiers n'ait pas interdit les actions au porteur, elle a décidé de restreindre leur mobilité. La nouvelle législation, dite loi de 2002 sur les sociétés commerciales internationales (amendement), exige de ces dernières qu'elles déposent leurs actions au porteur auprès d'un dépositaire dans un délai de deux ans, faute de quoi elles se voient contraintes de cesser leurs activités. Les dépositaires sont censés être des sociétés fiduciaires ou des institutions financières. Environ 200 000 des 500 000 sociétés commerciales internationales agréées sont la propriété de sociétés et d'individus domiciliés à Hong Kong (Chine)¹⁷.

F. Transport et communications

35. Selon la Puissance administrante, les îles Vierges britanniques comptent 165 routes, dont 148 (soit 163 kilomètres) sont revêtues. En 2001, plus de 11 000 véhicules étaient immatriculés dans le Territoire. Après plusieurs contretemps, la construction d'un nouveau pont desservant Beef Island a été achevée en juin 2002. Ce nouveau pont améliorera notablement la liaison entre l'aéroport et la capitale. Afin d'atténuer les problèmes de circulation dont souffre cette dernière, un Comité consultatif sur la circulation routière a été constitué en juin 2002. En septembre de la même année, les premiers feux de signalisation ont

été installés (voir par. 55). Le Gouvernement prévoyait d'organiser une formation à destination du personnel concerné, entre autres les ambulanciers et les policiers, afin que le bon fonctionnement de cet équipement soit assuré. Inscrit au budget de 2002, le montant de l'installation de ces feux de signalisation devait s'élever à 342 258 dollars¹⁸.

36. Les îles Vierges britanniques sont dotées de trois aéroports internationaux. Chaque année, on enregistre environ 190 000 arrivées et départs. Quinze compagnies aériennes desservent le Territoire. En janvier 2003, une nouvelle liaison a vu le jour : Caribbean Sun Airlines a mis en service des vols en provenance de San Juan (Porto Rico). Cette nouvelle compagnie aérienne propose quatre vols quotidiens et ses avions peuvent accueillir 37 passagers¹⁹.

37. La construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Beef Island (rebaptisé Aéroport international T.B. Lettsome) a été achevée en 2002. Elle s'inscrivait dans le cadre d'un projet de 65 millions de dollars. Les travaux d'allongement de la piste et d'aménagement d'autres infrastructures se poursuivent. Le projet est financé par la Banque de développement des Caraïbes (BDC), l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Scotia Bank, la Caisse de sécurité sociale, Barclays Bank et le Gouvernement²⁰. En août 2002, à la suite d'un certain nombre de revers (la faillite de l'un des entrepreneurs et l'impossibilité d'obtenir un nouveau contrat), un contrat de dragage pour la phase suivante de l'allongement de la piste a été conclu par le Gouvernement avec une société allemande, Jan de Nul N.V., en présence de représentants de Netherlands Airport Consultants. Les services consultatifs ont été prolongés jusqu'en 2003 pour un montant cumulé de 2,5 millions de dollars. L'achèvement de cette phase du projet est prévu pour la fin de 2003²⁰.

38. En 2001, selon la Puissance administrante, 256 navires de croisière ont fait escale dans les ports du Territoire, qui avaient à leur bord 202 517 passagers (contre 230 navires et 188 521 passagers en 2000). Toujours en 2001, ce sont en tout 28 300 navires qui ont fait escale aux îles Vierges britanniques, notamment des navires de charge, des navires-citernes, des navires du service des gardes-côtes, des navires de guerre et des bateaux de plaisance, principalement à Port Pucell et Road Town. Plus de 15 000 tonnes de cargaison en vrac, 56 619 tonnes de cargaison conteneurisée, 183 tonnes de carburant, 24 934 tonnes de ciment et 22 902 tonnes de sable ont été déchargées.

39. La société britannique Cable and Wireless propose des services téléphoniques de base dans les îles Vierges britanniques. Le contrat actuel passé avec cette société expire en 2007. À la suite de la décision prise par le Gouvernement de ne pas renouveler sa licence exclusive et de négocier avec la concurrence, cet opérateur collabore avec le Gouvernement en vue de rechercher une formule adaptée pour la libéralisation du marché local des télécommunications. Selon la presse, Cable and Wireless est en train d'améliorer son réseau grâce à l'utilisation des systèmes les plus avancés du point de vue technologique.

G. Alimentation en eau, système sanitaire et services collectifs de distribution

40. L'alimentation en eau des îles Vierges britanniques se heurte à deux obstacles : une production insuffisante d'eau douce et une capacité de stockage qui laisse à

désirer. Le territoire produit 5 millions de litres d'eau douce par jour, dont la majeure partie dans des usines de dessalement, mais ne peut stocker que l'équivalent de deux jours de production. Les citernes à eau de pluie constituent la principale source d'alimentation en eau douce pour 80 % de la population; seuls 20 % de la population utilisent l'eau du robinet. Le Conseil législatif a suggéré que l'entreprise de distribution d'eau – Ocean Conversion Ltd. des îles Vierges britanniques – augmente sa capacité de production de 757 000 litres par jour²¹.

41. Selon la Puissance administrante, le Gouvernement fait des efforts considérables pour surveiller la qualité de l'eau. Le Programme de surveillance de la qualité de l'eau examine les installations sanitaires de base dans les institutions publiques et privées. Pourtant, depuis 2001, il est impossible de faire appliquer l'obligation pour les sociétés de mise en bouteilles d'eau minérale d'obtenir un certificat de la part des autorités médicales compétentes, faute de législation à cet effet. On déplore en outre l'absence de toute réglementation qui viendrait appuyer les activités des agents des services d'hygiène de l'environnement.

42. Le Territoire a une capacité de production d'électricité de 42 millions de kilowattheures et en consomme 39 millions; la production est entièrement assurée par des générateurs fonctionnant avec des combustibles fossiles, qui ont une capacité de production effective de 25 mégawatts. La croissance économique rapide des îles Vierges britanniques a fragilisé le réseau de distribution, d'où la nécessité d'augmenter cette capacité. Le Gouvernement a entrepris d'importants travaux d'agrandissement de la centrale afin de répondre aux besoins actuels et futurs. Pour l'exercice fiscal 2001, les revenus perçus au titre de l'électricité provenaient pour 34,05 % des particuliers, pour 60,69 % des entreprises, pour 3,03 % des industries et pour 2,94 % de l'éclairage public.

43. Les services de production et de distribution d'électricité gouvernementaux sont pris en charge par la British Virgin Islands Electricity Corporation, qui achève actuellement la troisième phase d'un programme de développement sur 10 ans, prévoyant l'installation de deux générateurs supplémentaires et l'acheminement d'électricité jusqu'à l'île de Virgin Gorda depuis la centrale de Long Swamp. Selon la Puissance administrante, l'installation de deux nouveaux générateurs n'a pas donné les résultats escomptés en termes de production et des mesures correctives ont été prises.

V. Situation sociale

A. Généralités

44. Une aide sociale est fournie à ceux qui en ont besoin par la Caisse de sécurité sociale, organisme statutaire relevant du Ministère des finances et qui effectue le paiement de prestations maladie, de maternité et de retraite. En 2001, selon la Puissance administrante, le montant des prestations versées s'est élevé à 3 623 926 dollars, soit une augmentation de 21 % par rapport au montant de 2 979 339 dollars enregistré l'année précédente. Le montant des prestations de retraite et autres prestations de longue durée a atteint 2 063 645 dollars, tandis que celui des prestations maladie et autres prestations de courte durée s'est élevé à 1 326 621 dollars. Le Département du développement social a mis en place plusieurs

programmes destinés aux jeunes, axés notamment sur l'apprentissage, le placement et l'acquisition de compétences génératrices de revenus.

45. Selon la Puissance administrante, l'immigration contribue quasiment pour moitié à l'augmentation de la population du territoire. Le précédent recensement indiquait que 53 % des directeurs, 65 % des cadres supérieurs et 52 % des cadres moyens étaient des immigrés. Au total, ces derniers constituaient 61 % des actifs occupés. Par ailleurs, près de 80 % des familles comptaient au moins un immigré et 63 % des familles nucléaires avaient à leur tête un immigré. Selon les estimations, 176 personnes ont émigré aux îles Vierges britanniques en 2001, qui ont contribué pour 44,8 % à l'augmentation de la population.

B. Main-d'oeuvre

46. La population active est principalement employée par le secteur du tourisme (26 %), la fonction publique (20 %) et le bâtiment et les travaux publics (18 %). En 2001, selon la Puissance administrante, le budget estimatif du Ministère du travail était de 661 700 dollars, contre 507 861 dollars en 2000. Le budget estimatif pour 2002 était de 730 100 dollars. Le territoire continue d'assurer le plein emploi : 88,9 % de la population âgée de 15 ans et plus a un emploi. On dénombre environ 11 700 actifs dont 4 998 (42,6 %) sont des ressortissants des îles Vierges britanniques ou sont dotés du « statut d'appartenance », et 6 632 (57,4 %) sont des ressortissants d'autres pays²².

47. Jusqu'à une date récente, les conditions d'emploi, les relations entre employeurs et employés dans le territoire et les critères de délivrance du permis de travail étaient régis par le Labour Code Ordinance (1975). Selon la Puissance administrante, la législation en question n'a pas été modifiée depuis son adoption, d'où son caractère caduc à bien des égards. En 1998, le Gouvernement a présenté au Conseil législatif un nouveau Code du travail, qui a fait l'objet d'un examen en première lecture en août 2001. La nouvelle loi aurait pour effet de simplifier les dispositions administratives, d'améliorer les procédures de règlement des conflits et d'actualiser les conditions de base associées aux contrats de longue durée. Le Code permettrait, entre autres, le règlement des conflits entre employeurs et employés par voie d'arbitrage plutôt que devant les tribunaux, ainsi que l'octroi de permis de travail d'une durée maximale de cinq ans pour les travailleurs n'étant pas dotés du « statut d'appartenance ». En janvier 2002, le Ministre principal a précisé que les personnes disposant d'un certificat de résidence étaient dispensées de l'obtention d'un permis de travail. En mars 2002, le Ministre du travail a en outre expliqué qu'il était nécessaire de limiter à cinq ans la durée de validité des permis de travail octroyés aux non-résidents afin d'éviter que ces derniers finissent par obtenir le statut de résident en se prévalant dudit permis. Au cours des cinq dernières années, 802 permis de travail ont été délivrés et 43 % des détenteurs d'un tel permis (soit 334 personnes) ont décidé de s'installer sur le territoire²³.

C. Éducation

48. L'enseignement est gratuit et obligatoire sur le territoire pour les enfants de 5 à 11 ans; l'enseignement secondaire (12 à 16 ans) est également gratuit. Il existe 18 écoles primaires publiques et 11 écoles primaires privées réparties sur quatre

îles : Tortola, Anegada, Virgin Gorda et Jost Van Dyke. Le territoire compte trois établissements d'enseignement secondaire (un privé et deux publics) et un centre universitaire de premier cycle (à Road Town). Les élèves peuvent suivre leur scolarité jusqu'au certificat général d'éducation (« A Level »), équivalent du baccalauréat. La University of the West Indies dispense un enseignement supérieur de type classique et le centre universitaire H. Lavity Stoutt propose un enseignement technique et délivre des diplômes à l'issue de deux années d'études. Selon la Puissance administrante, 1 547 élèves étaient inscrits en 2000/2001 dans les établissements d'enseignement secondaire publics et 90 dans les établissements privés du même type. Soixante-seize étudiants suivaient des cours de formation continue, principalement axés sur l'éducation de base et la préparation à la vie active. Les prévisions de dépenses approuvées pour 2001 étaient les suivantes : administration de l'éducation : 2 392 200 dollars; maternelle et primaire : 6 675 900 dollars; secondaire 7 063 800 dollars.

49. Le Gouvernement a poursuivi ses efforts en faveur de l'éducation, notamment en modernisant les équipements scolaires, en octroyant davantage de bourses d'études universitaires et en finançant des programmes d'enseignement parallèle. Pendant l'année universitaire 2002/2003, des bourses ont été accordées dans les disciplines suivantes : droit, finance et comptabilité. Pendant l'année universitaire en cours, 84 étudiants ont suivi un programme d'enseignement parallèle, contre 44 l'année précédente, tandis que le nombre d'enseignants passait de 8 à 14²⁴.

50. En octobre 2001, le centre universitaire H. Lavity Stoutt a introduit un nouveau programme de téléenseignement destiné à permettre aux étudiants de poursuivre leurs études après obtention des diplômes délivrés par cette institution²⁵.

D. Santé

51. Le Gouvernement du territoire est le principal prestataire de services de santé, qu'il finance pour l'essentiel. Le territoire compte un hôpital public (Peebles Hospital), un centre sanitaire (à Road Town) et un réseau de huit dispensaires de district, ainsi que deux autres dispensaires à Brewers Bay et Sea Cow Bay. Les soins de santé privés sont dispensés par un hôpital, deux cliniques dentaires, deux complexes médicaux et neuf médecins privés. Selon la Puissance administrante, les services de santé sont financés à 95 % par le fonds consolidé. Au cours des cinq dernières années, les dépenses de santé par habitant ont continué de croître. En proportion des dépenses ordinaires, elles ont augmenté régulièrement entre 1997 et 2001 (de 7,6 % à 9,14 %). Le montant des dépenses de santé effectives a atteint 13 060 100 dollars en 2001; la même année, les dépenses par habitant se sont élevées à 632 dollars, contre 548 dollars en 2000. En novembre 2002, le projet d'agrandissement et de modernisation du Peebles Hospital en était encore au stade de la négociation. Le Gouvernement a indiqué au Conseil législatif que le coût du projet ne dépasserait pas 80 millions de dollars, montant qui doit être financé par des emprunts et par des fonds publics²⁶.

52. Le territoire manque de personnel médical local qualifié et recrute principalement dans d'autres pays des Caraïbes. En 2002, on recensait 43 médecins (28 dans les services publics et 15 dans le secteur privé), 128 infirmiers diplômés, 37 aides-soignants et 10 pharmaciens. Actuellement, la main-d'oeuvre et la formation sont fournies par diverses sources, notamment la Division de la formation

du Gouvernement, d'autres pays des Caraïbes, les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni.

53. Selon le Centre d'épidémiologie des Caraïbes, tous les vaccins existants sont disponibles sur place et le programme de vaccination mis en place par le Gouvernement est efficace. Entre 95 et 100 % des nourrissons ont subi les vaccinations appropriées, 90 % des adultes ont été vaccinés contre la rubéole et 90 % des adolescents contre l'hépatite B²⁷.

E. Criminalité

54. La Royal Virgin Islands Police Force compte trois postes de police à Tortola et un poste dans chacune des îles de Virgin Gorda, Anegada et Jost Van Dyke. Son effectif total est de 186 agents. Selon la Puissance administrante, le taux de criminalité a doublé entre 1996 et 2001, passant de 52,5 à 106,8 infractions pénales signalées pour 1 000. En 2001, 2 205 infractions pénales ont été signalées, soit une augmentation de 8,73 % par rapport à l'année précédente. L'administration pénitentiaire disposait d'un budget de 1 693 800 dollars au titre de l'exercice 2002, contre 1 658 831 en 2001. Actuellement, 69 hommes et deux femmes sont détenus dans les prisons du territoire.

55. Selon les services de police chargés de la circulation, les embouteillages et les accidents constituent un problème de plus en plus préoccupant. Une des intersections de Road Town a été, à elle seule, le théâtre de 48 accidents de la circulation en 2001 et 14 accidents y ont été signalés au premier semestre de 2002; le long de la route menant à Port Purcell, on a déploré 129 accidents en 2001 et 70 au premier semestre de 2002. En septembre 2002, les premiers feux de signalisation ont été installés sur le territoire (à Road Town) et une deuxième série y a été installée en novembre 2002 (voir par. 35). Les feux tricolores devraient améliorer la situation²⁸.

56. En janvier 2003, dans le cadre de l'action menée en vue de réduire le nombre d'immigrants clandestins arrivant sur le territoire, le Ministre principal a demandé la création d'une patrouille régulière chargée de surveiller les eaux territoriales. Cette demande a été faite après que les autorités locales eurent signalé l'arrestation en un seul week-end de 67 immigrants clandestins originaires d'Haïti, de République dominicaine et de Sainte-Lucie. L'itinéraire habituellement emprunté par les immigrants clandestins part de Saint-Martin pour aboutir aux îles situées dans le sud du territoire. Le Ministre principal a déclaré que le coût de cette patrouille serait inférieur au montant des dépenses engagées pour arrêter les immigrants clandestins et les expulser. Il continue d'examiner la question avec le Gouverneur et la police²⁹.

57. Selon le Gouverneur sortant, on procède actuellement à la modernisation des forces de police. Parmi les premiers signes d'amélioration, il a mis l'accent sur la diminution d'environ 10 % du nombre de crimes graves et l'augmentation de près de 60 % des arrestations. Il s'est également félicité de la création, dans certaines zones du territoire, de groupes de police locale³⁰.

58. Comme indiqué dans un précédent document (A/AC.109/2002/9, par. 61 et 62), les îles Vierges britanniques deviennent un point de transbordement de plus en plus important dans le couloir des Caraïbes pour le trafic de stupéfiants.

59. Selon le Foreign and Commonwealth Office, les problèmes liés au trafic de stupéfiants constituent, potentiellement, la plus grave menace à la stabilité du territoire, qui est une cible de choix pour les trafiquants, car il est composé d'un grand nombre de petites îles et se situe à proximité des îles Vierges américaines et de Porto Rico, passerelles vers les États-Unis. Le Royaume-Uni a mis à disposition une vedette de police et finance conjointement avec le Gouvernement du territoire l'emploi de personnel britannique, ainsi que l'utilisation d'un aéronef de surveillance et du matériel de lutte contre le trafic de stupéfiants.

60. Le territoire a conclu un traité d'assistance juridique mutuelle avec les États-Unis et travaille en étroite collaboration avec les services de maintien de l'ordre américains. Au nombre des lois pertinentes figurent notamment le projet de loi sur les infractions liées au trafic de stupéfiants et la loi sur la coopération en matière de droit pénal³¹. En août 2002, afin de réduire le nombre des navires circulant sans autorisation dans les eaux territoriales, le Département des douanes a renforcé les contrôles aux ports. Tout en continuant à pénaliser les contrevenants, le Département a organisé des sessions d'information avec les armateurs, afin de les familiariser avec les réglementations en vigueur³².

61. Au début de 2003, le Ministère de la santé et des affaires sociales a appelé le Gouvernement et la population à collaborer en vue d'inverser la tendance actuelle à l'augmentation de la consommation d'alcool et de marijuana, mais aussi des relations sexuelles non protégées et précoces. Pour la deuxième année consécutive, le mois de janvier a été déclaré mois de la sensibilisation au problème de la drogue. En 2002, le Centre d'épidémiologie des Caraïbes et le National Drug Advisory Council ont mené une enquête auprès des jeunes de 12 à 19 ans domiciliés sur le territoire. Les résultats préliminaires indiquent que 98,6 % des personnes interrogées avaient consommé de l'alcool avant l'âge de 16 ans et que 94,5 % d'entre elles fumaient déjà de la marijuana à cet âge. Les modèles de comportement sexuel sont actuellement analysés par le Centre. Selon le Ministre, les résultats de l'enquête seront exploités par le Gouvernement pour recenser les domaines les plus préoccupants et proposer les mesures éducatives et préventives voulues. Entre-temps, le Gouvernement s'efforcera de créer, d'ici à la fin de 2003, une unité hospitalière destinée à venir en aide aux toxicomanes. Le Gouvernement a également augmenté le nombre d'activités extrascolaires proposés aux enfants non supervisés³³.

VI. Environnement

62. Comme nombre de territoires des Caraïbes, les îles Vierges britanniques sont exposées aux cyclones saisonniers. Le Gouvernement a entrepris plusieurs programmes visant à limiter autant que possible les dommages causés durant la saison des cyclones et mis en place un bureau de planification préalable des catastrophes et un centre d'intervention d'urgence.

63. Ces dernières années, le Gouvernement a pris des mesures visant à protéger l'environnement et à trouver un équilibre entre cet objectif et les besoins en matière de développement économique. En juin 2002, les responsables du Ministère de la pêche et de la conservation des ressources halieutiques a tenu des réunions et échangé des données d'expérience avec l'Environmental Protection Agency, sise à New York, ainsi qu'avec leurs homologues des îles Vierges américaines, qui

partagent les mêmes préoccupations. Les représentants des îles Vierges britanniques ont notamment présenté en détail le programme conçu pour Tortola, auquel plusieurs organes gouvernementaux ont travaillé conjointement avec des architectes, des ingénieurs, des entrepreneurs, des spécialistes de l'environnement et d'autres acteurs du secteur privé pour tenter de réduire l'érosion des sols et les incidences négatives du développement économique³⁴.

64. En 2001, le Department for Environment, Food and Rural Affairs britannique, l'Université du pays de Galles et la Marine Conservation Society ont annoncé le lancement d'un projet d'un coût de 145 000 livres sterling étalé sur trois ans. Il s'agit d'étudier l'exploitation dont les espèces de tortues marines en voie d'extinction font l'objet dans les territoires d'outre-mer des Caraïbes, y compris les îles Vierges britanniques. En dépit de l'interdiction qui frappe, depuis 1977, le commerce international de tous les produits obtenus à partir des tortues marines en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, les produits à écailles continuent à être vendus illégalement dans les Caraïbes à des touristes non avertis qui en constituent le principal marché. Le projet vise à établir avec l'aide d'experts locaux des programmes de recherche à long terme dans chacun des territoires intéressés. L'équipe déterminera, à partir d'études détaillées sur le terrain et d'une analyse de la souche génétique, l'état des populations de tortues marines dans les zones de ponte sur les plages et sur leurs territoires de chasse. Elle pourra également évaluer à partir d'études socioéconomiques le nombre de tortues capturées légalement et illégalement. La capture de tortues est actuellement réglementée dans les îles Vierges britanniques. En août 2002, des représentants du territoire ont participé à un colloque organisé dans le cadre de ce programme et financé par le Fonds pour l'environnement du Foreign and Commonwealth Office³⁵.

VII. Relations avec les organisations et entités internationales

A. Système des Nations Unies

65. Le territoire est membre associé de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Il reçoit également des fonds du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au titre de la mise en oeuvre de son cadre de coopération de pays.

66. En août 2002, les responsables du Ministère des ressources naturelles et de la main-d'oeuvre ont débattu de questions déterminantes pour les intérêts du territoire en matière de pêche, à l'occasion d'une réunion relative au droit de la mer et à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants, tenue sous les auspices de l'ONU. Au nombre des points examinés figuraient la pêche pratiquée par des pêcheurs américains à l'intérieur de la zone économique exclusive de 200 milles des îles Vierges britanniques, la revendication par les États-Unis du rattachement de l'île North Drop aux îles Vierges américaines et le fait que des pêcheurs des îles Vierges britanniques avaient été chassés de leurs eaux territoriales par les gardes-côtes

américains. Cette réunion a notamment mis en lumière combien il importe d'assurer l'exploitation durable des pêcheries pour atténuer la pauvreté³⁶.

B. Organisations et entités régionales

67. Le territoire est membre associé de la communauté des Caraïbes (CARICOM), dont l'objectif est de promouvoir l'intégration politique et économique entre les États des Caraïbes et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO). Du fait de son niveau de développement économique relativement élevé, des pressions sont exercées sur le territoire pour qu'il devienne membre à part entière et ouvre son marché du travail aux ressortissants des États membres de l'OECO. Il est par ailleurs client de la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et signataire de la Convention de Lomé, qui prévoit une aide au développement.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du Gouvernement du territoire

68. D'après les informations communiquées par la Puissance administrante, le Gouvernement des îles Vierges britanniques et le Gouvernement britannique ont signé, le 9 septembre 1998, un Mémoire de coopération et de partenariat. Dans ce document, le Gouvernement du territoire a indiqué que son objectif était l'indépendance économique; la Puissance administrante a déclaré qu'elle s'associait à cet objectif et qu'elle demeurerait déterminée à appliquer une politique visant à aider ses territoires d'outre-mer à accéder à l'indépendance totale au cas où la population en exprimerait clairement le vœu par les voies constitutionnelles.

69. En juin 2001, le Gouvernement a constitué un comité chargé d'étudier les coûts, les obligations et les responsabilités découlant de l'indépendance, dont la création d'un ministère des affaires étrangères, l'instauration d'ambassades et le respect des obligations découlant des conventions et traités internationaux. Il donnait ainsi suite à une proposition de réforme de la Constitution parmi les 30 présentées par les commissaires constitutionnels dans leur rapport de 1993. Le Comité ne saurait formuler de recommandations quant à l'indépendance du territoire. C'est en effet aux citoyens du pays qu'il incombe de régler la question de l'indépendance, soit par référendum, soit en élisant un parti qui prône l'indépendance³⁷.

B. Position de la Puissance administrante

70. Le 1er octobre 2002, à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) (voir A/C.4/57/SR.3), la représentante du Royaume-Uni a déclaré qu'en tant que Puissance administrante, son gouvernement se félicitait de pouvoir annoncer que de nouveaux progrès avaient été accomplis dans la modernisation et le développement des relations entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer. La quatrième réunion annuelle du Conseil consultatif des territoires d'outre-mer tenue à Londres en septembre 2002 avait permis aux ministres principaux des territoires d'outre-mer et aux ministres britanniques d'engager un dialogue politique constructif sur la relation de

partenariat entre le Royaume-Uni et ses territoires et d'entamer des consultations sur des questions telles que le processus de révision de la Constitution et les obligations découlant des engagements internationaux du Royaume-Uni en matière de droits de l'homme et d'environnement.

71. Le partenariat entre le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer continuait d'évoluer. En vertu de la loi sur les territoires britanniques d'outre-mer, adoptée le 26 février 2002 et entrée en vigueur le 21 mai 2002, les ressortissants des territoires britanniques d'outre-mer se verraient accorder la nationalité britannique, avec le droit de résider au Royaume-Uni et de circuler librement en Europe. Cette loi modifiait officiellement la nomenclature puisque l'appellation de territoire dépendant était remplacée par celle de territoire britannique d'outre-mer, reflétant mieux la nature des relations avec les territoires en question. Par ailleurs, la Constitution faisait l'objet d'un examen dans presque tous les territoires, avec la participation de commissions de révision composées de représentants élus au niveau local, en vue de donner à chaque territoire une constitution moderne adaptée à ses besoins spécifiques et accompagnant son développement à long terme. Dans certains cas, le processus était presque achevé ou les travaux bien avancés. S'agissant de l'île de l'Ascension par exemple, un conseil de l'île devait être élu avant la fin de 2002.

72. La représentante du Royaume-Uni a ajouté que des dispositions étaient prises en vue de l'application des principes directeurs de la Charte de l'environnement pour les territoires d'outre-mer, adoptée au mois de septembre 2001. L'exécution des projets pilotes qui avaient été approuvés pour deux des territoires ferait l'objet d'un étroit suivi, dans l'espoir de passer éventuellement à plus grande échelle. Les accords multilatéraux conclus dans le domaine de l'environnement seraient étendus aux territoires et la législation nationale serait renforcée. Par ailleurs, certains projets avaient été mis en place dans des domaines clefs comme la restauration de l'habitat, l'étude des ressources biologiques, la maîtrise de la prolifération des espèces invasives et le renforcement des capacités des institutions de la société civile. Le Gouvernement du Royaume-Uni aiderait également les territoires à bénéficier de l'aide bilatérale accordée par la Commission européenne dans les domaines du commerce, de l'économie et du développement, dans le cadre de la décision de novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne (décision d'association outre-mer).

73. Pour le Royaume-Uni, la volonté des populations des territoires, exercée dans le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et d'autres traités internationaux, revêtait une importance primordiale. Les relations entre le Royaume-Uni et ses territoires se fondaient sur des principes fondamentaux comme ceux de l'autodétermination, des obligations mutuelles, du droit des territoires de gérer leurs propres affaires dans toute la mesure possible et du ferme engagement du Royaume-Uni d'aider les territoires sur le plan économique et de les assister en cas d'urgence.

74. La représentante du Royaume-Uni a fait observer que l'approche du Gouvernement britannique était pour l'essentiel la même que celle de la Quatrième Commission, et elle a donc déploré que cette convergence de vues ne transparaît pas toujours dans les résolutions pertinentes, en particulier celles adoptées par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il

était rappelé dans la résolution d'ensemble annuelle qu'il n'y avait pas d'autre possibilité que d'appliquer le principe de l'autodétermination et il était déplorable que le Comité spécial continue d'appliquer ce principe de façon sélective. Le Gouvernement du Royaume-Uni était résolu à poursuivre sa collaboration avec le Comité spécial et il avait d'ailleurs envoyé un représentant au séminaire régional du Comité spécial tenu aux Fidji en 2002.

C. Examen par l'Assemblée générale

75. Le 11 décembre 2002, l'Assemblée générale a adopté sans la mettre aux voix la résolution 57/138 A et B dont la section IV porte sur les îles Vierges britanniques.

Notes

- ¹ Les informations contenues dans le présent document de travail sont extraites de publications et de documents fournis par la Puissance administrante en vertu de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies.
- ² *The Island Sun*, 11 octobre 2002.
- ³ *Europa World Yearbook* 2002, 43e éd.
- ⁴ *The Island Sun*, 8 mars 2002.
- ⁵ *Europa World Yearbook* 2002, 43e éd., et *The Island Sun*, 1er juin 2002.
- ⁶ *The Island Sun*, 15 novembre 2002.
- ⁷ Ibid., 4 janvier 2003.
- ⁸ *The Observer* (Londres), 12 mai 2002.
- ⁹ *The Island Sun*, 30 août, 27 septembre et 14 décembre 2002.
- ¹⁰ Ibid., 8 novembre 2002 et 17 janvier 2003.
- ¹¹ Ibid., 22 décembre 2001.
- ¹² *BBC Monitoring Americas – Political*, Londres, 11 février 2003.
- ¹³ *The Island Sun*, 20 septembre 2002; *BBC Monitoring Americas – Political*, Londres, 22 septembre 2002.
- ¹⁴ *BBC Monitoring Americas – Political*, Londres, 16 septembre 2002.
- ¹⁵ *The Island Sun*, 3 août 2002; REULBviaNewsEDGE, 30 janvier 2003.
- ¹⁶ *Financial Times*, via NewsEdge, 8 août 2002.
- ¹⁷ Ibid., 10 novembre 2002 et *South China Morning Post*, 2 décembre 2002.
- ¹⁸ *The Island Sun*, 13 septembre 2002.
- ¹⁹ Ibid., 24 janvier 2003.
- ²⁰ Ibid., 31 août 2002.
- ²¹ *The BVI Beacon*, 20 décembre 2001.
- ²² *The Island Sun*, 24 novembre 2001.
- ²³ *The BVI Beacon*, 20 décembre 2001 et *The Island Sun*, 19 janvier et 1er mars 2002.
- ²⁴ *The Island Sun*, 31 août 2002 et 4 janvier 2003.

²⁵ *The BVI Beacon*, 12 octobre 2001.

²⁶ *The Island Sun*, 16 novembre 2002.

²⁷ Ibid., 17 août 2002.

²⁸ Ibid., 13 septembre et 8 novembre 2002.

²⁹ Ibid., 17 janvier 2003.

³⁰ Ibid., 11 octobre 2002.

³¹ <www.fco.gov.uk>, *Country Profiles, British Virgin Islands*, janvier 2003.

³² *BBC Monitoring Americas*, 16 août 2002.

³³ *The Island Sun*, 17 janvier 2003.

³⁴ *The Virgin Islands Daily News*, 12 juin 2002.

³⁵ <www.fco.gov.uk>, communiqué de presse, 22 août 2002.

³⁶ *The Island Sun*, 31 août 2002.

³⁷ *The BVI Beacon*, 14 juin 2001.
